

Revue des revues SIT

11 mars 2011

L'idée de cette « revue des revues » SIT repose sur le fait que la masse des informations pouvant intéresser le syndicat est considérable et le temps disponible pour les consulter limité. D'où l'utilité (à vérifier) de procéder périodiquement à un repérage des articles, dossiers, émissions radio ou TV pouvant présenter un intérêt pour les secrétaires syndicaux et syndicales au plan sectoriel, interprofessionnel ou thématique.

Il s'agit d'un « inventaire commenté » présentant le thème, une brève synthèse du contenu et une note « pour en savoir plus », qui renvoie à l'article complet, au dossier, à la vidéo, au site internet concernés.

Une présentation orale de la « revue des revues » permet une rapide discussion sur les thèmes abordés et, selon l'intérêt manifesté, un éventuel développement ultérieur par le biais d'un « café syndical », d'un apéro débat ou d'un collège.

Partant de l'idée que chacun-e suit l'actualité syndicale au jour le jour via les quotidiens et les médias romands, cette « revue des revues » se concentre plutôt sur les thèmes généraux traités dans des revues, documentaires et autres articles « de fond ».

Cette première version de la « revue des revues » SIT est un banc d'essai à discuter pour définir, si intérêt il y a, son contenu, sa présentation, sa périodicité, sa distribution.

1. Mutations dans le monde du travail ...

En ce début d'année 2011, il y a une véritable avalanche de dossiers qui traitent des « nouvelles méthodes de gestion » des entreprises et du personnel et de leurs effets sur les conditions de travail, la santé des salarié-e-s, leurs rapports au travail. La question est souvent traitée sous le thème de la « souffrance au travail », mais aussi de l'intensification du travail et de sa précarisation, de la « dictature du chiffre. Quelques exemples significatifs, à commencer par trois documentaires TV :

- **La mise à mort du travail.** Documentaire très « costaud » passé sur les chaînes françaises (2 et 3) en deux émissions articulées en 3 parties : la destruction, l'aliénation, la dépossession. La première réunit des témoignages (vente, administration, encadrement) où l'on voit comment les objectifs de productivité intensive et les méthodes de management qui les accompagnent peuvent causer maladies et accidents du travail, stress, souffrances physiques et psychiques ... et le licenciement anti-syndical de celles et ceux qui s'y opposent. La deuxième se penche sur l'exemple d'une société de services, Carglass, où s'exerce de manière presque caricaturale la mise en oeuvre de la productivité maximale avec un triple prisme : la mise en place d'un management de la manipulation pour les cadres, la mise sous pression et sous contrôle permanents du centre d'appel et, au bout de la chaîne, les conditions de travail dans les ateliers. La troisième va voir dans l'industrie des chariots élévateurs (Fenwick) comment la « dictature du chiffre » conditionne le travail des

commerciaux d'abord, puis l'organisation du travail en atelier où tout est calculé à la seconde et au centimètre près pour augmenter la productivité à l'extrême. Impressionnant.

En savoir plus : vidéos sur internet, DVD disponible chez JMD, voir **article 1 annexé**.

- **Travailler à en mourir.** A travers trois secteurs professionnels (la banque, les plateformes téléphoniques, la sidérurgie) ce documentaire passé sur la chaîne LCP, dissèque les méthodes de travail, de management, d'organisation (dont la sous-traitance) dont les effets peuvent être destructeurs pour les salarié-e-s : surcharge de travail, burn out, stress, dépression..

En savoir plus : voir **article 3 annexé**, vidéos sur internet

- **Le travail, un peu, beaucoup, à la folie.** Ce documentaire, passé aussi sur la chaîne LCP, est plus nuancé en rassemblant des témoignages assez divers sur le rapport au travail d'une dizaine de personnes. Ouvriers, employés, artisans, chômeurs, cadres, agriculteurs... ils sont tous concernés par les grandes évolutions du marché de l'emploi. Décliné en deux volets « *Le Travail dans ma vie* et *Quel travail pour demain ?* », ce documentaire donne la parole à des Français de tous âges et d'horizons divers. Choisi ou subi, porteur d'épanouissement ou d'aliénation, le métier est vécu différemment selon sa propre histoire et ses attentes..

En savoir plus : voir **article 2 annexé**, vidéos sur internet

Outre ces documentaires, plusieurs articles traitent du même sujet, notamment :

- **Sortir de la souffrance au travail.** Sous ce titre « le » spécialiste de la question, Christophe Dejourné, dénonce l'exaltation de la performance individuelle et son évaluation incessante, qui, couplées au chantage à l'emploi, deviennent un véritable « management par la menace qui introduit la peur comme méthode de gouvernance et monte tous les travailleurs les uns contre les autres, déstructurant ainsi les solidarités ». Non seulement ce « fanatisme gestionnaire » entraîne des effets pervers pour la santé des salarié-e-s, mais aussi une baisse de la productivité en mettant à mal les avantages du travail collectif.

En savoir plus : voir **article 4 annexé** du Monde du 22.02.11 ; la revue « Travailler » que dirige Dejourné, qui devrait bientôt venir à Genève pour une conférence.

- En complément à ce point de vue sur **l'évaluation des salariés**, lire aussi l'article du Monde sur un procès intenté par la CGT contre le système d'évaluation chez Airbus France dénoncé comme arbitraire puisqu'il impose aux cadres des quotas de notes à attribuer et des critères comportementaux non objectifs ... en vue de préparer des licenciements. Comme avouait un cadre à un salarié « Je t'aurais bien mis K (la meilleure note), mais j'ai déjà utilisé tout mon quota de K » ...

En savoir plus : « Evaluation des salariés : des méthodes contestées sous l'œil de la justice », Le Monde 06.01.11, voir **article 5 annexé**.

- **Pourquoi le travail fait mal.** Mini dossier d'Alternatives Economiques qui montre en quoi les conditions de travail détériorées accroissent la pénibilité du travail, les risques psychologiques et sociaux, les tensions dans les rapports interpersonnels, un contrôle accru, une mise sous pression constante. « Au stress s'ajoutent alors la frustration, voire des dilemmes éthiques parfois insolubles », tandis que « les techniques d'évaluation et de rémunération individuelles exacerbent la concurrence entre salariés » avec « des indicateurs

parfois contradictoires : il faut être à la fois ultra-productif mais également soucieux de la qualité du travail. Etre autonome tout en se conformant à des consignes strictes ».

En savoir plus : Alternatives économiques, Hors série No 88 « L'état de l'économie 2011, voir **article 6 annexé**. Et aussi « les pathologies liées au travail vues par les travailleurs », Dares analyses No 80, novembre 2010.

- **La tyrannie de l' « open space »**. Pour faire des économies en rognant sur les surfaces de travail mais aussi accroître le contrôle sur les salarié-e-s, la tendance lourde des entreprises et des services et de transformer leurs locaux en « open space ». C'est aujourd'hui la règle dans 60 % des lieux de travail en France. La surface par personne est passée de 25 m² en 2000 à 10 voire 6 en 2010. Ce qui signifie bruit, stress, fatigue, sensation de surveillance, privation d'intimité.

En savoir plus : voir **article 7 annexé** du Monde du 19.02.11

- **La société malade de la gestion**. Table ronde Babylone sur Espace 2 du 23.02.11, à laquelle JMD a participé au milieu de 5 psy et autre coaches ... Pas triste.

En savoir plus : site de la RSR + commentaires JMD

2. ... et syndicalisme

Cette précarisation et cette flexibilisation du monde du travail interpellent les syndicats. Est-ce qu'ils les connaissent et le comprennent bien ? Arrivent-ils à syndiquer et organiser les salarié-e-s concernés ? Ont-ils un discours, des revendications et des propositions à la hauteur de l'enjeu ? Le SIT en a débattu lors de son dernier congrès et des chercheurs comme Robert Castel et Sophie Bérourd ont développé ces questionnements. Dans la presse de ce début d'année quelques articles relancent le débat :

- **Le syndicat doit changer sa vision du salariat**. Le secrétaire général de la CFDT, pour sa part, insiste sur la nécessité pour le syndicalisme de « prendre en compte l'hétérogénéité du salariat et la diversité de ses attentes et en tirer les conséquences ». Les changements en cours touchent de façon différentes les diverses catégories de salarié-e-s et le syndicat ne peut plus se contenter d'un discours général sur la situation. « Parler de l'intérêt général des salariés en ignorant les conflits d'intérêts internes au salariat (PME-grandes entreprises, public-privé, stables-précaires, etc) conduit le syndicalisme à laisser se développer les inégalités, en cantonnant son action dans les entreprises où il est implanté et qui ne concernent pas plus qu'un quart du salariat ».

En savoir plus : entretien avec Marcel Grignard paru dans le Monde du 18.01.11, voir **article 8 annexé**.

- **Précaires et syndicalisme**. Dans un long article du Courrier sur les nouvelles formes de lutte au Portugal, la mobilisation et l'inventivité des précaires est mise en évidence avec, en creux, une critique du syndicalisme : se définissant comme « autogérés et démocratiques », les collectifs de précaires (dont les « Précaires inflexibles ») se sentent « très éloignés des structures syndicales classiques », avec des actions « plus spectaculaires » et « mieux médiatisées ». « Ces groupes de précaires sont plus créatifs, plus mobiles et plus flexibles que les syndicats, ils s'adaptent à la réalité de la société », dit un sociologue. Ils bousculent, voire énervent donc les syndicats. Eux répondent que syndicats et collectifs de précaires sont complémentaires : « nous sommes là pour mobiliser et dénoncer, les syndicats, eux, défendent ». Le débat est lancé !

En savoir plus « Les précaires à la pointe de la lutte », Le Courrier, 22.01.11, voir **article 9 annexé**.

- **Stables entre loyauté et désarroi.** A l'autre bout de la chaîne les salarié-e-s au statut stable (CDI, fonction publique, secteurs protégés par de bonnes CCT) sont pris dans une contradiction : ils critiquent les modalités de la mise en œuvre des mutations imposées par le management, mais ils demeurent dans une certaine loyauté à l'entreprise ou à l'institution qui les emploie, et aussi dans un attachement à leurs relatifs « privilèges », aux arrangements qu'ils arrivent à trouver, à l'intérêt de leur emploi. Donc peu de mobilisation, l'envie de s'approprier le changement plutôt que de le combattre et le besoin exprimé d'un « syndicat pour soi ». D'où une ambiguïté par rapport aux syndicats, qu'ils jugent utiles pour défendre leurs acquis mais dont ils se distancient du discours trop général et trop conflictuel à leur goût.

En savoir plus : là, il s'agit d'un livre (150 pages) intitulé « Les CDI dans la tourmente, entre loyauté et désarroi », de David Mélo, dans la collection « nouveaux débats » des Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2010. Disponible auprès de Manuela. Voir **article 10 annexé**.

- **Et les sans papiers ?** Le SIT étant à la pointe de la lutte dans ce domaine, je ne cite que pour mémoire un dossier d'Alternatives Economiques sur le « travail au noir », qui reprend en gros nos thèses : ça concerne autant les autochtones que les sans papiers, il ne faut pas transformer la lutte contre le travail illégal en chasse aux sans papiers, les employeurs indécents ne sont pas réellement sanctionnés. Quelques chiffres (français) et quelques considérations juridiques et sociales peuvent conforter notre point de vue.

En savoir plus : « Le travail illégal n'est pas synonyme d'immigrés clandestins », Alternatives Economiques No 300, mars 2011, avec quelques références de bouquins en fin d'article, voir **article 11 annexé**.

3. Economie : perspectives, expertises et alternatives

Dans ce domaine, une des difficultés à réunir des informations provient du fait que la Suisse étant hors de l'Union Européenne, elle est absente des statistiques et analyses « macro-économiques » qui abondent et qu'elle-même (la Suisse) est marquée par un déficit notoire de données statistiques dans le domaine économique et social.

- **Crise durable ou reprise ?** Les économistes sont divisés sur l'évaluation des perspectives économiques. Au niveau mondial, les optimistes voient des signes encourageants dans le rapide rebond des grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil), dans la timide reprise de la croissance dans les pays développés, dans l'arrêt de la progression du chômage ; les pessimistes pensent que la crise s'est installée en profondeur parce que la bonne santé des pays émergents est contrebalancée par la désindustrialisation des pays développés ... qui sont leurs acheteurs, parce que ces derniers n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la crise, parce que le chômage se stabilise certes mais à un niveau élevé. Ainsi, pour la France, qui s'en sort plutôt bien, les pessimistes relèvent 7 menaces sur la reprise : pouvoir d'achat affaibli, restrictions budgétaires dans le public, investissements ralentis, exportations en baisse, croissance des emplois précaires, chômage tenace, pauvreté qui s'étend. Des enseignements à tirer pour la Suisse ?

En savoir plus : « Pourquoi la crise va durer », Alternatives Economiques, hors série sur l'état de l'économie 2011, voir **article 12 annexé** et « Sept menaces sur la reprise », même revue No 300, février 2011, voir **article 13 annexé**.

- **Experts, vous avez dit experts ?** A propos des divergences de points de vue entre experts, on notera un événement instructif survenu en France. Certains économistes jugent que la majorité de leurs confrères se laissent embarquer dans les orientations de l'économie dominante (néolibérale) en s'employant à construire des modèles économiques abstraits à grand renfort de formules mathématiques et publiés en anglais dans des revue de prestige (question de reconnaissance internationale) pour confirmer les théories de « l'équilibre des marchés ». Une autre approche, minoritaire mais grandissante, défend l'idée qu'on ne peut pas faire d'économie sans l'inscrire dans les rapports sociaux existants et en la combinant des apports de la sociologie, de l'histoire sociale et des sciences politiques. Querelle d'experts ? Toujours est-il que cela incite à ne pas prendre pour argent comptant ce que l'on nous présente comme « le » point de vue des experts : il y en a plusieurs et ils sont orientés.

En savoir plus : « Du rifici chez les économistes français », Alternatives Economiques No 300, mars 2011, voir **article 14 annexé**.

- **Assurances sociales suisses sur la sellette.** En Suisse, ces prochaines années vont être marquées par un vif débat économique, social et politique sur les assurances sociales, dont la Vie économique de ce début d'année vient de donner le coup d'envoi dans un volumineux dossier (37 pages). AVS, AI, prévoyance professionnelle, réforme du système de santé, tout y passe. La thèse principale exposée par les « experts » (voir ci-dessus) mandatés par le seco consiste à dire qu'il faut établir des règles budgétaires strictes pour « trouver un juste équilibre entre prestations et financement », compte tenu notamment de l'évolution démographique. Il s'agirait par exemple d'établir un « frein à l'endettement » dans le domaine des assurances sociales comme c'est déjà le cas pour le budget de la Confédération. Donc réformer à tout prix en donnant la priorité au financement plutôt qu'aux prestations. Seuls bémols à ce point de vue, un débat contradictoire entre un représentant patronal et Daniel Lampart de l'USS et un point de vue défendu par le Président de la Conférence suisse des institutions d'action sociale.

En savoir plus : Thème du mois « Bilan et perspectives du système de sécurité sociale » de la Vie économique No ½ 2011, disponible chez Georges (et sur le U, j'imagine)

- **Genève, eldorado du commerce international.** Genève exerce un attrait grandissant sur les sociétés de négoce international (matières premières, pétrole, tradings divers). Genève est devenu le numéro un mondial pour les céréales, le riz, les oléagineux, le café, le coton ... devant Singapour ! Entre Genève et Lausanne, le nombre de ces sociétés est passé de 200 à 400 entre 2006 et 2010, pour un total de 8000 emplois et 800 milliards de chiffre d'affaire. Pourquoi cet engouement pour Genève ? La situation géographique, les banques mais surtout les avantages fiscaux (avec le statut de « société auxiliaire ») et, dit Le Monde « au fait que la justice cantonale y est peu curieuse », moins qu'à Londres par exemple.

En savoir plus : « Genève, l'eldorado des négociants », Le Monde du 25.01.11, voir **article 15 annexé**.

- **L'économie sociale et solidaire (ESS), une alternative ?** Face à ce capitalisme sauvage, de plus en plus de voix se font entendre pour mettre en avant l'ESS comme une façon de démocratiser l'économie, voire comme une alternative possible. Financements responsables, implantation locale ou régionale, démocratie interne créeraient une « fenêtre pour faire

reculer le bulldozer néolibéral ». Ce serait particulièrement le cas des SCOP (sociétés coopératives de production), qui représentent 40'000 emplois en France, et qui, à la différence d'autres entreprises de l'ESS, ne font pas dans l'action sociale mais interviennent dans le secteur productif concurrentiel et marchand : construction, industrie, commerce, transports, restauration, services. Les salariés possèdent la majorité du capital social et les bénéfices sont redistribués (moins 16% affectés à une réserve de fonds propres). C'est intéressant, mais il ne faut pas se faire d'illusions : l'ESS ne constitue pas une alternative au capitalisme parce qu'elle est trop limitée en nombre (2,2 millions de salarié-e-s en France pour 20 millions de salariés dans l'économie « normale »), en implantation (hormis les SCOP, l'ESS se cantonne dans l'action sociale, les services à la personne, l'enseignement) et en « ambition » (pas de perspectives de croissance externe). Donc « même si l'ESS s'étend, ce n'est pas demain qu'elle offrira une alternative au capitalisme ». Expérimentation nécessaire donc, mais pas (encore ?) alternative.

En savoir plus : un livre : « Démocratiser l'économie » recensé dans un article du Monde du 26.01.11 intitulé « Plaidoyer pratique » voir **article 16 annexé** ; un autre article du Monde " Les SCOP pèsent 40 000 emplois", du 01.02.11, voir **article annexé 17** et un petit dossier « Les limites de l'économie sociale et solidaire » dans Alternatives Economiques No 300, mars 2011, voir **article 18 annexé**.

4. Fiscalité : réhabiliter l'impôt

Personne n'aime payer des impôts, mais il en faut pour financer les services publics, l'éducation, la santé, le social, les infrastructures collectives, etc. En Suisse, les milieux progressistes perdent toutes les votations sur la fiscalité. Pour « remonter la pente » il faut pouvoir argumenter plus et mieux. Deux initiatives récentes vont dans ce sens. Bien que françaises, elles peuvent nous donner des idées pour la Suisse aussi.

- **Vive l'impôt !** sous le titre « Pour une révolution fiscale » trois auteurs préconisent une réforme en profondeur de la fiscalité pour que l'impôt puisse jouer son rôle en termes de justice sociale et de réduction des inégalités. Le livre s'accompagne d'un site internet www.revolution-fiscale.fr qui permet aux personnes intéressées de simuler les effets des idées de réforme fiscales qu'ils peuvent avoir. Après trois semaines de mise en service, il avait déjà reçu 200 000 visites et 400 000 simulations. Outil intéressant pour contribuer au débat public.

En savoir plus : recension du livre et du site dans deux articles du Monde (01.02.11 et 10.02.11), voir **articles 19 et 20 annexés** + un entretien avec l'un des auteurs dans Alternatives Economiques No 299, février 2011, voir **article 21 annexé**.

- **A quoi servent les impôts ?** Ce dossier, même s'il est français, présente l'intérêt général de situer les impôts dans le circuit économique et, surtout, de rappeler de façon argumentée leurs trois fonctions principales : financer les dépenses publiques, redistribuer les revenus et (on l'oublie parfois) orienter les comportements économiques (décourager en taxant fortement ou encourager en taxant faiblement), sans oublier les inconvénients des impôts selon les économistes libéraux : « distorsion » du marché, taxation du travail, effets sur la compétitivité. Une argumentation utile aussi chez nous.

En savoir plus : « A quoi servent les impôts ? », Alternatives Economiques No 300, mars 2011, voir **article 22 annexé**.

5. Société : populisme, panne d'idées et « big society »

Juste trois petites notes marginales concernant des débats de société actuels pour terminer :

- Face à la montée des partis d'extrême droite à Genève, en France comme partout en Europe, on peut s'interroger sur les raisons de ce phénomène. Le Monde a organisé un débat sur ce thème avec sept intervenants. Pas fracassant, mais utile quand même (sur la méfiance à l'égard des institutions, la prééminence du sentiment sur la raison, la dictature de l'urgence, etc.). « **L'Europe face à la montée des populismes** », Le Monde, 11.02.11, voir **article 23 annexé**.
- Une autre raison de ce phénomène réside peut-être dans le « vide idéologique » qui marque les discours des partis (et des syndicats ?), effaçant l'existence d'une alternative crédible au système actuel et la remplaçant par un bricolage intellectuel vide de sens. Voir « **Politiques en panne d'idées** » l'avis du philosophe Yves-Charles Zarka dans le Monde du 30-31.01.11, voir **article 24 annexé**.
- Le premier ministre britannique a lancé le concept de « **big society** », dont l'idée générale est qu'il vaut mieux donner un peu de l'argent de l'Etat à des volontaires pour gérer les problèmes locaux comme les écoles, les transports, la tenue de la poste, l'entretien des parcs, etc. plutôt qu'aux services publics trop centralisés et bureaucratiques : ça coûtera moins cher et sera de meilleure qualité. L'idée plaît beaucoup aux libéraux suisses en général et à Pierre Weiss en particulier. Il vaut donc la peine de savoir que ça ne marche pas en fait : les collectivités locales et les associations n'arrivent pas à « faire plus avec moins de moyens » ... « La Big Society de David Cameron se heurte à la rigueur budgétaire », Le Monde, 11.02.11, voir **article 25 annexé**.

JMD / 11.03.2011